







ARREST no. 4 5
DV CONSEIL

DV ROY, PORTANT
reglement à l'aduenir de pouruoir en
temps de neccessité à la nourriture
des pauures, avec deffences tant aux
Cours de Parlement qu'à tous autres
Officiers, d'imposer les Ecclesia-
stiques pour raison de ce, à peine de
nullité.

Contre-lettre



A PARIS,
Chez ANTOINE VITRAY, Imprimeur
ordinaire du Roy és Langues
Orientales. 1633.

AVEC PERMISSION.

Case

F

39.

.326

1633 dx

THE NEWBERRY
LIBRARY



EXTRAICT DES REGISTRES du Conseil du Roy.

S V R la requeste présentée au Roy en son Conseil, par les Agens generaux du Clergé de France, Contenant que combien, que par les Saincts Decrets & Ordonnances de ce Royaume, les Ecclesiastiques soiét exempts de toutes charges, subside & impositions, & que par les priuileges qui leur ont esté accordez, tant par sa Majesté que par les Roys ses predecesseurs, aucunes leuées de deniers, ne puissent estre faites sur eux, soit en corps de communauté, ou en particulier, pour quelque cause ou occasion que ce soit, sans Lettres patentes du Roy, si ce n'est lors qu'il y a sterilité ou necessité publique, auquel cas les Beneficiers doi-

uent contribuer , ainsi que les autres aux aumosnes generales pour la nourriture des pauvres , tant des Villes que des Bourgs, Bourgades & Villages, ce qui se doit faire par l'ordre des Archeuesques & Euesques , qui chacun en leur Diocese, ont droit de faire assembler avec les principaux de leur Clergé, les autres habitans des lieux pour faire la liste des pauvres , & par aduis commun, dresser vn estat des deniers necessaires pour subuenir à leur necessité, suiuant les taxes qui en doiuent estre faites entr'eux. Sauf en cas que lesdits Beneficiers & Habitans des Villes tombét en quelque difficulté, d'y estre pourueu par sa Majesté, laquelle s'en est reseruée à elle seule la cognoissance, & icelle interdite à tous autres Iuges, au preiudice desquels reglemens autorisez par plusieurs Lettres patétes, Edicts & Declarations , registrées par tout ou besoin a esté, & qui ont esté encores re-

petez par les derniers contractz faits entre sadite Majesté & le Clergé de France, aucunes des Cours de Parlement, Baillifs, Seneschaux & autres Officiers des lieux, sans prendrel'aduis de Ecclesiastiques, ainsi que si c'estoient personnes pures priuées; qui n'eussent aucun pouuoir de se cottizer, entreprenent de les imposer à telle somme que bon leur semble, mesme expedient des Commissions qu'ils adressent aux Maires, Escheuins & Consuls des Villes, pour les contraindre au payement de ce à quoy ils les cottisent, & eux seuls ordonnent de la distribution des deniers, ainsi qu'il leur plaist, sans que les Ecclesiastiques en ayent cognoissance, qui se recognoissans plus particulièrement que les autres obligez par tout droit diuin & humain à la nourriture des pauvres, desirent en prendre soin, & se taxer eux mesmes sous l'autorité des Roys, qui leur ont donné pouuoir de

ce faire, toutesfois & quantes que les
pauvres en auront besoin. Sans que les
Juges des lieux, aufquels la cognoissan-
ce en est interdite puissent les imposer,
ny decerner contr'eux aucunes con-
trainctes. Requeroient partant qu'il
pleust à sadite Majesté d'y pourvoir,
pour faire cesser les plaintes des Eccle-
siastiques, qui en diuers endroicts du
Royaume, ne peuvent plus souffrir les
entreprises qui sont faites sur leurs pri-
uileges, en possession desquels sa Ma-
jesté seule les peut maintenir, VEV
PAR LE ROY EN SON CONSEIL,
ladite Requête, Declaration du Roy
Charles neuf du troisiéme Novembre
mil cinq cens soixante douze, Regi-
strée en la Cour de Parlement de Paris
au mois de Decembre audit an. Let-
tres patentes du defunct Roy Henry
le Grand, du dernier Iuillet mil cinq
cens quatre vingts-dixsept, les Con-
tracts faits entre sadite Majesté, & le

Clergé de France , Autres Lettres Patentes accordées aux Ecclesiastiques de ce Royaume par le Roy à présent regnant , portant confirmation de toutes les franchises & immunitéz qui leur auroient esté accordées auparavant par les Roys ses predecesseurs , en datte du mois d'Octobre mil six cens vingt-six , Registrées audit Parlement de Paris au mois de Septembre mil six vingt-sept , Arrest du Parlement de Thoulouse , du vingt-quatriéme Decembre mil six cens trente : Par lequel ladite Cour auroit taxé les Ecclesiastiques residens au sixiéme , & les absens au total de leur reuenu pour la nourriture des pauüres. Arrest du Conseil du dix-septiéme Septembre mil six cens trente-vn , portant cassation d'iceluy. Autre Arrest dudit Conseil du quatriéme Ianuier mil six cens vingt-neuf , par lequel sa Majesté ordonne que l'Archeuesque de Thoulouse precedera les

Presidens & Conseillers dudit Parlement, aux Assemblées qui se feront pour l'administration des affaires des pauvres. Autre Arrest du Parlement de Paris du vingt-fixième Feburier mil cinq cens quatre vingts seize, donné entre le Scindicq du Clergé d'Anjou, & le Procureur General de sa Majesté audit Parlement, par lequel entre autres choses est ordonné que les Assemblées qu'il conuiendra faire pour contribuer à la nourriture des pauvres, se feront au Palais Episcopal de la Ville d'Angers. Autre Arrest du Grand Conseil du vingtième Iuillet mil six cens vingt-fix, donné entre le Scindicq du Clergé du Diocese de Reims, & le Lieutenant, Gens du Conseil & Habitans de ladite Ville de Reims, par lequel tout ce qui auoit esté fait par le Lieutenant General de Reims est cassé. Avec defenses de comprendre les Ecclesiastiques aux taxes & contributions des pauvres, & ordonné

ordonné que dans huiétainele Clergé
 de ladite Ville de Reims sera tenu s'as-
 sembler en l'Hostel Archiepiscopal, &
 se cottizer pour la nourriture des pau-
 ures, deux exploits des vingt-quatrième
 Ianuier & sixième Mars mil six cens
 trente deux, des saisies, des frais de l'Ab-
 baye de saint Quentin en l'Isle, dans
 S. Quentin. Arrest dudit Conseil du trei-
 zième Aupil mil six cens trente, donné
 sur la requeste presentée par les Maires,
 Escheuins de la Ville de Troyes, autres
 pieces attachées à ladite Requeste. Tout
 confideré, **LE ROY EN SON**
CONSEIL ayant égard à ladite reques-
 ste, a fait & fait tres-expresses inhibi-
 tions & defenses, tant à ses Cours de
 Parlement que Baillifs, Seneschaux ou
 leurs Lieutenans & autres ses Officiers,
 Comme aussi à tous Maires & Esche-
 uins, Preuosts, Consuls, Capitouls, Ha-
 bitans & communautéz des Villes,
 d'imposer les Ecclesiastiques, ny les

comprendre à l'aduenir , aux taxes & contributions qui seront faites , soit pour le fait des aumosnes, entretenement des fabriques, ou pour quelque autre cause que ce soit, A ordonné & ordonne ladicte Majesté, qu'en cas de sterilité ou necessité publique lors qu'il sera besoin de pouruoir au soulagement & à la nourriture des pauvres, des Villes, Bourgs, Bourgades & Villages, Assemblée sera faite de tous les Ordres en l'Hostel Archiepiscopal ou Episcopal, & hors les Villes Episcopales, és maisons des principaux Ecclesiastiques, Abbez, Doyens & Curez des lieux, en laquelle Assemblée presideront les Archeuesque ou Euesque, & en leur absence leurs Grands Vicaires: & ailleurs les Abbez, Doyens & Curez des lieux, & seront és assemblées par commune deliberation resoluës, les taxes qui seront faites pour la nourriture des pauvres par forme d'aumosnes publiques & gene-

rales, lesquelles taxes seront executées nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans préiudice d'icelles, & apres que lescdites impositions auront esté leuées, sadite Majesté a ordonné & ordonne que les comptes des deniers descdites aumosnes seront rendus audit Hostel Archiepiscopal, ou Episcopal, pardeuant les Archeuesques ou Euesques, ou leurs Grands Vicaires, & ailleurs pardeuant celuy qui se trouuera le plus qualifié entre les Ecclesiastiques du lieu, comme dit est. Et en cas de contrauention dès à présent sadite Majesté a déchargé & décharge les Ecclesiastiques, de toutes taxes qui pourroient estre faites sur eux, avec défences à tous Huissiers & Sergens de les mettre à execution. A permis & permet en vertu du present Arrest, faire assigner les contreuenans en sondit Conseil, pour eux voir condamner en tous leurs despens, dommages & interests,

& si a sadite Majesté fait expresses inhibitions & defenses, tant à ses Cours de Parlement, qu'à autres ses Juges & Officiers des lieux, d'entreprendre, pour raison de ce, aucune Cour, iurisdiction ny cognoissance, à peine de nullité & de cassation de procedures, sauf ausdits Maires & Escheuins, Preuosts, Consuls, Capitouls, Habitans & Communantez des Villes, en cas qu'ils pretendent que le Clergé ne se soit raisonnablement taxé, se retirer pardeuers le Roy pour y estre pourueu par sa Maiesté, ainsi qu'elle verra estre à faire par raison. Faict au Conseil du Roy tenu à sainct Germain en Laye, le neuvième iour de Decembre mil six cens trente-trois, Collationné.

Signé, LE TENNEVR.

COMMISSION.

LOVYS par la grace de Dieu Roy de France & de Nauarre, Dauphin de Viennois, Comte de Valentinois, Diois, Prouence, Forcalquier & terres adjacentes; Au premier nostre Huiſſier ou Sergent sur ce requis, Salut, Nous te mandons & commandons, que l' Arrest cy-attaché sous le contreſeel de nostre Chancellerie, ce iourd'huy donné en nostre Conseil, sur la requeste de nos chers & bien amez les Agens generaux du Clergé de France, tu signifies, tant à nos Cours de Parlement, que Baillifs, Seneschaux, leurs Lieutenans, & autres nos Officiers: Comme aussi à tous Maires & Escheuins, Preuosts, Consuls, Capitouls, Habitans & Communautéz de villes, mesmes à tous Huiſſiers & Sergens, & tous autres qu'il appartiendra, à ce qu'ils n'en pretendent cause d'ignorance, & ayent à y obeir & satisfaire, & le contenu en

iceluy garder & obseruer en sorte qu'il n'y soit
 contreuenu en aucune maniere que ce soit, leur
 faisant de par Nous les defences y contenuës,
 sur les peines portées par iceluy. Et en cas de
 contrauention à nostredit Arrest, assignes les
 contreuenans en nostredit Conseil, pour se voir
 condamner en tous les despēs, dommages de qui
 il appartiendra. De ce faict & tous autres si-
 gnifications, assignations, commandemens,
 deffences, actes, & exploicts requis & neces-
 saires pour son entiere execution te donnons
 pouuoir, sans demander autre congé ne permis-
 sion. Et d'autant que l'on pourroit auoir affai-
 re de nostredit Arrest & des presentes en plu-
 sieurs & diuers lieux, Nous voulons, qu'aux
 coppies deuëment collationnées par l'un de nos
 amez & feaux Conseillers Secretaires de
 nostre Maison & Couronne de France, ou
 sous seel Royal, foy soit adjoustée comme aux
 originaux: Car tel est nostre plaisir, nonob-
 stant clameur de haro, Chartre Normande,
 prise à partie, & lettres à ce contraires.
 Donné à S. Germain en Laye, le neufiesme

jour de Decembre, l'an de grace mil six cens
trente trois, & de nostre regne le vingt-quatre,
Signé par le Roy Dauphin Comte de Pro-
vence, en son Conseil,

LE TENNEUR.

IL est permis à ANTOINE VITRAY
d'imprimer l'Arrest du Conseil du Roy,
portant Reglement des Aumosnes pour les
Ecclesiastiques. Qui luy a esté mis és mains
par les Agens Generaux du Clergé de Fran-
ce. Avec deffenses à tous autres de les im-
primer ny vendre, sur peine de prison &
de cinq cens liures d'amende. Faict à Paris le
vnzième iour de Ianuier 1634.

Signé,

MOREAV.

LE TELLIER.